

De l'évaluation des politiques industrielles : synthèse de la littérature

On industrial policies assessment: Literature review

Nouh EL HOURMOUZI

Enseignant-chercheur

Laboratoire de l'Economie et Management des Organisations
Faculté d'Economie et de Gestion- Université Ibn Toufail- Kénitra
Maroc

elharmouzi@gmail.com

Nabil ADEL

Enseignant-chercheur

Groupe de Recherche en Géopolitique et Géoéconomie (GRGG)
ESCA-Ecole de Management-Casablanca
Maroc

nadel@esca.ma

Yassine ALIA

Doctorant

Faculté d'Economie et de Gestion- Université Ibn Toufail- Kénitra
Laboratoire de l'Economie et Management des Organisations
Maroc

aliayassine78@gmail.com

Date de soumission : 13/08/2022

Date d'acceptation : 21/10/2022

Pour citer cet article :

EL HOURMOUZI N. & al. (2022) « De l'évaluation des politiques industrielles : synthèse de la littérature »,
Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 4» pp : 128 - 149

Résumé

Cet article passe en revue la littérature traitant de l'évaluation des politiques de promotion des exportations industrielles dans les pays en développement. Nous avons rapporté les enseignements des principales théories en la matière. Nous l'avons complété par l'exposé de plusieurs études empiriques d'évaluation des politiques industrielles (Industrialisation par substitution aux importations, Industrialisation par spécialisation verticale, Industrialisation par orientation aux exportations), de plusieurs pays en développement. Nous avons effectué un focus particulier sur le cas du Maroc, en passant en revue les différentes politiques industrielles menées par le pays depuis l'indépendance et leur impact sur la croissance et la compétitivité internationale du royaume. Les principales conclusions de notre recherche conduisent globalement à un effet positif entre les mesures gouvernementales d'appui de certaines industries et leurs performances, notamment à l'export, si certains préalables institutionnels sont réunis. De même, nous avons conclu que les modèles d'évaluation de l'impact de ces politiques industrielles sur les performances à l'export doivent désormais intégrer les déstabilisations des chaînes d'approvisionnement des matières premières et de produits manufacturés que connaît l'économie mondiale à l'ère post COVID-19, matière d'instabilité géopolitique qui menace le développement du commerce international, et le retour de l'inflation qui affecte la compétitivité à l'export de moult pays en développement.

Mots Clés : Politique industrielle ; Évaluation ; Exportations ; Compétitivité ; Pays en développement.

Abstract

This article reviews the literature on assessing policies for industrial export promotion in developing countries. We covered the main theories in this field. We completed our research with some empirical studies on the evaluation of industrial policies: Industrialization by import substitution, Industrialization by vertical specialization, and Industrialization by orientation to exports. We observed the impact of these policies in several developing. We have focused on the case of Morocco, reviewing the various industrial policies pursued by the country since independence and their impact on the growth and international competitiveness of the kingdom. The main conclusions generally lead to a positive effect of government support measures on the exporting performance of the targeted industries. We have also concluded that the evaluation of the impact of these industrial policies on export performance must now integrate the destabilization of the supply chains of raw materials and manufactured products that the world economy is experiencing. in the post-COVID-19 era. Researchers should also tackle the geopolitical instability, which threatens the development of international trade, and the return of inflation which affects the export competitiveness of many developing countries.

Keywords: Industrial policy; Evaluation; Export; Competitiveness; developing countries.

Introduction

L'évaluation des politiques industrielles mises en place par les pays en développement est un sujet central en économie de développement.

Au-delà de la conception, c'est l'implémentation réussie d'une politique économique qui en garantit le succès. En effet, la même politique industrielle mise en œuvre par deux pays différents produira des résultats diamétralement opposés, comme en témoigne les expériences contrastées des pays d'Asie de l'Est et les pays d'Amérique latine (Bolesta, 2014). Plusieurs facteurs entrent en jeu dans l'explication de pareil résultat. C'est à ces facteurs et à leur couverture par la littérature que s'intéresse cet article.

De même, les cadres analytiques d'évaluation intègrent la dynamique propre à chaque pays, les courants de pensées qui y sont dominant à un certain stade de son évolution, et de la nature et de la qualité de ses institutions politiques en matière d'élaboration de stratégies de développement. Ce sont ces cadres analytiques que ce papier passe en revue.

Au Maroc, plusieurs expériences, en matière de politique industrielle ont été mises en œuvre depuis l'indépendance. Elles ont varié entre import-substitution (années 60 et 70), promotion des exportations (fin des années 70 et années 80), intégration aux chaînes de valeur mondiales (depuis le début des années 2000). Ces expériences ont connu des fortunes différentes, dépendamment de plusieurs facteurs que ce papier expose également.

Cet article présente un intérêt certain pour la communauté des chercheurs, tant il synthétise une riche littérature traitant de la politique d'industrialisation comme objet d'étude théorique en sciences économiques. Il est également fort utile pour les architectes des politiques industrielles au Maroc en particulier et dans les pays en développement en général, dans la mesure où il leur rapporte les différentes réussites et échecs en la matière et leurs déterminants. Il est enfin d'une grande actualité, en raison des questionnements théoriques et empiriques sur l'évaluation des politiques industrielles post Covid-19 dans un contexte de grande instabilité géopolitique (guerre d'Ukraine) et économique (retour de l'inflation), surtout pour les pays en voie de développement.

Ce travail vise plus spécifiquement à répondre à la question de recherche suivante : **« Comment la littérature a appréhendé les modèles analytiques et les expériences des pays en développement en matière d'évaluation des politiques industrielles ? »**.

Nous avons choisi une structure de traitement qui met en relation les apports nécessaires pour répondre à notre problématique. C'est que nous structurons notre article sur 3 parties selon cet

ordre : Concept théorique, présentation d'un modèle « expérience » et enfin l'élargissement sur plusieurs expériences d'évaluation des politiques industrielles. Ainsi, nous commencerons par passer en revue les différentes définitions du concept et de son évolution. Nous retracerons ensuite les différentes étapes des choix publics de développement au Maroc depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Nous aborderons, enfin, les méthodes et les critères d'évaluation des politiques industrielles en exposant diverses expériences mettant en relief la politique d'industrialisation et son impact sur la croissance économique.

1. La notion de la politique industrielle : une approche théorique

Pendant longtemps, plusieurs chercheurs considéraient que la meilleure politique industrielle était de n'en mener aucune (Lavole, 1984). Cette vision a été contestée et le penchement vers l'adoption d'une politique industrielle est devenue une pratique répandue dans certaines économies à la recherche de développement et de prospérité. (Rodrick, 2008) (Stiglitz, 1989). Cette vocation n'est pas limitée aux économistes, mais c'est une tendance des choix politiques adoptés par plusieurs pays après la crise économique 2008. Le gouvernement américain a réitéré son désir de relancer l'économie après la crise économique en se basant sur une politique de promotion industrielle et d'emploi. Le gouvernement japonais a incorporé dans sa stratégie de croissance une nouvelle approche industrielle dans le cadre de la reprise économique. La Grande Bretagne a renforcé ses efforts afin de soutenir la compétitivité de son industrie. L'Allemagne a lancé un programme dans le cadre de la quatrième vague (Industrie 4.0) de révolution industrielle depuis 2011, pour s'aligner sur les pas des pays asiatiques notamment la Corée du sud et la Chine ; le plan Made in China 2025, le plan coréen Manufacturing industrie innovation 3.0 strategy (Bidet-Mayer, 2016).

La politique industrielle peut être considérée comme l'ensemble des actions gouvernementales pour soutenir les industries à fort potentiel d'exportation et de création d'emplois (Reich, 1982). Une définition plus large intègre toute politique ayant pour objectif de soutenir le secteur industriel, soit par des avantages fiscaux ou monétaires, des programmes d'investissement et des opérations d'achat publics, des politiques de soutien aux PME industrielles ou des programmes de création ou de promotion de champions nationaux dans des secteurs stratégiques (Pinder, 1982). Cette définition est multidimensionnelle en incluant des politiques de structuration en infrastructure, la politique de promotion commerciale, la politique de promotion de la compétitivité des entreprises industrielles et les programmes et mesures incitant à l'attraction aux industries créatrices d'emploi de masse.

D'autres définitions sont plus générales et présentent la politique industrielle comme étant l'ensemble des mesures visant la croissance et les performances économiques d'un pays (Adams & Klein, 1985). Rodrik élargit la notion de politique industrielle et intègre le secteur agricole et celui des services à côté de l'industrie manufacturière dans sa définition, en insistant sur le rôle de stimulation des changements et les transformations structurelles (Rodrick, 2008). Joseph Stiglitz confirme cette vocation en précisant que la politique industrielle n'est pas limitée à la promotion de l'industrialisation, mais le terme affecte la composition sectorielle de l'économie ou le choix de technologie. Ainsi, la politique industrielle dans ce sens devrait également faire partie des cadres de gouvernance d'entreprise, de politique antitrust et de concurrence, de politique monétaire et de faillite, et plus évidemment de la politique fiscale et des dépenses (Stiglitz, 2017). Le recours aux politiques industrielles est une pratique continue dans le temps dont l'intensité varie selon les tendances d'adoption des courants de pensée économique et de vocation politique. Le motif le plus valable reste la soutenabilité de la croissance économique et la logique de développement pour chaque pays. Nous pouvons ainsi énumérer plusieurs arguments avancés pour consolider la position des autorités publiques concernant leurs choix de politiques industrielles. Dans cette logique nous citons les arguments suivants : l'argument des industries naissantes, la présence des externalités, les défauts de coordination et la composante internationale. La dimension internationale est un vecteur également avancé pour justifier le recours aux politiques industrielles. Ceci a fait l'objet de plusieurs études empiriques mettent en relief le rôle des exportations et des IDE dans la mise en œuvre des politiques industrielles (Chen, et al., 2016).

Sur les marchés extérieurs, les consommateurs ne sont pas suffisamment informés par rapport aux produits domestiques, et ceci peut constituer une défaillance pour le marché. La politique de subvention des exportations en compensation de ce manque informationnel reste efficace (BenAbdessalam, 2015). En considérant que la qualité des produits est exogène et les consommateurs sont pessimistes, Mayer, dans un modèle de deux produits, a conclu que le jugement des consommateurs étrangers sur le produit 1 est liée à la consommation, alors que pour le produit 2, il suffit d'une inspection sur la consommation du 1^{er} produit pour constituer un jugement. Les premières entreprises sur le marché constituent des externalités pour celles qui les suivent (Mayer, 1984). Dans leur modèle, Grossman et Horn considèrent que la qualité des biens résulte des choix des producteurs et que les consommateurs sont rationnels. Pour eux, les entreprises cherchent à acquérir une bonne réputation, et une entreprise X ne peut

affecter que sa propre réputation ([Grossman & Horn, 1989](#)). Mayer (1984) considère que l'expérience de cette entreprise affecte la réputation de ses concurrents domestiques (Entreprise Y) auprès des consommateurs étrangers. Selon Grossman et Horn les consommateurs sont rationnels et indifférents à l'origine domestique ou importée des produits achetés. Toute entrée supplémentaire d'un produit de moindre qualité ne peut que générer un surplus social négatif. Les barrières à l'entrée ne bloquent pas la motivation des entreprises à acquérir une réputation puisqu'elles profitent à tous. L'asymétrie des informations entravent l'entrée des produits de bonne qualité, mais les subventions à l'exportation peuvent compenser ce manque et améliorer le bien-être collectif et annuler ces barrières ([Bagwel & Staier, 1989](#)).

Le recours à une politique commerciale peut améliorer le bien-être collectif, et permettre aux entreprises de réaliser des rendements croissants grâce aux exportations. L'Etat en tant que promoteur des exportations se démarque sur les marchés internationaux et cherche à augmenter l'avantage comparatif du pays et s'approprier des parts de bénéfices. Contrairement, les autorités publiques accordent des subventions aux exportations afin d'améliorer la compétitivité des entreprises, et cette vocation de spécialisation concerne un ou plusieurs secteurs, mais le résultat de ce choix reste incertain. Une situation de « perdant-perdant » est possible. L'Etat doit limiter le recours au choix incertain de subventions de exportations et s'orienter vers une ouverture commerciale et une politique des accords commerciaux multilatéraux ([BenAbdessalam, 2015](#)).

2. Les trajectoires d'industrialisation du Maroc

En essayant d'approcher pratiquement une expérience d'industrialisation selon plusieurs degrés d'implication, nous présentons dans ce qui suit une lecture chronologique de l'expérience marocaine. Au lendemain de l'indépendance, le pays a hérité d'une économie désarticulée et orientée vers la satisfaction des besoins de l'hexagone en matière de la production agricole, et une faible industrie qui subvenait aux besoins locaux. Le premier plan biennal (1958-1959) préparait les conditions de base pour élaborer le premier plan quinquennal (1960-1964) ([ministère de l'Economie Nationale Nationale, 1958](#)).

En se basant sur l'évaluation des plans précédents, le Maroc s'est lancé dans une nouvelle stratégie de développement à partir de 1973 ([Secretariat d'Etat au plan, 1973](#)). La marocanisation des activités économiques est devenue effective en adoptant la loi de marocanisation n°1.73.210 du 2 Mars 1973. Ladite loi contraint la participation des étrangers

à plus de 50% des capitaux des entreprises marocaines. L'État dresse une liste des activités que peuvent être exercées que par des personnes morales ou physiques marocaines. Des limitations aux bénéficiaires sont instaurées pour les sociétés non marocaines. La loi avait comme objectif de briser l'étanchéité du procès de mise en valeur du capital dominé par l'investissement étranger et de faire aboutir, au Maroc, la transition capitaliste (El Oufi, 1990). Pour les biens industriels, cette loi n'exclut pas l'existence des capitaux étrangers mais elle les conditionne. Une seconde orientation était la promotion des industries exportatrices en excluant les secteurs touristiques et des exportations des restrictions de nationalité (Piveteau, et al., 2013).

En 1983, la loi de marocanisation fut abrogée ainsi que toutes les limitations sur les bénéficiaires du code d'investissement que la non-marocanité des entreprises impliquait. (Belghazi, 1996). Dans le cadre du plan d'ajustement structurel, la réforme consistait en la promotion des exportations, en favorisant la compétitivité par les coûts et la révision des droits de douane. Il s'agissait de mettre en sur pied une économie ouverte et encourager la substitution aux importations. Les choix de la promotion des exportations et l'ouverture des économies étaient répandues dans un grand nombre de pays du tiers monde sous l'application de la recette du PAS. Le Maroc s'est retrouvé, par conséquence, dans une situation concurrentielle acharnée et une continuité, voire une aggravation du problème structurel de la faible valeur ajoutée du contenu industriel du pays (AKESBI, 1985).

Les plans restrictifs du PAS ont été abandonnés en 1993, mais la vocation générale continuait sur la voie de l'ouverture et de la libéralisation de l'économie marocaine. Le Maroc a signé son accord d'association avec l'Union européenne en 1996 (entré en vigueur en 2000, avec une première phase de démantèlement tarifaire jusqu'en 2012, date de l'application du libre-échange). La phase suivante était une transition préparatoire des entreprises marocaines aux échéances prochaines, tout en engageant un allègement sensible des droits de douane.

A partir de 1999, les autorités ont lancé un plan quinquennal (1999-2003). Le plan tenait comme des objectifs globaux un taux de croissance annuel moyen de 5%, avec un taux de 6.4% à la fin de la période, en plus des taux d'investissement et d'épargne qui devaient passer respectivement à 28% et 27.3% contre 24.2% et 23.3% en 1999. La mise à niveau des entreprises marocaines en vue de l'entrée en vigueur de l'accord de zone de libre-échange avec l'union européenne horizon 2012 et des engagements du Maroc à l'égard de l'organisation mondiale du commerce OMC accompagnait l'objectif phare de stimulation de

croissance économique, l'amélioration de la compétitivité, la demande intérieure et les exportations.

La situation du secteur industriel marocain a fait objet d'une évaluation du cabinet d'études McKinsey. Ledit rapport a précisé que le Maroc est doté d'un potentiel prometteur pour les métiers dits « *les nouveaux métiers mondiaux* ». Le gouvernement s'est investi dans un nouveau plan industriel « *Plan Émergence* ». Le plan Émergence 2005-2009 s'est fixé comme objectifs l'accélération du processus de mise à niveau du tissu industriel et l'amélioration de la compétitivité dans un contexte marqué par l'ouverture accrue de l'économie marocaine et l'exacerbation de la concurrence internationale. Il portait sur 7 secteurs dont les nouvelles spécialités visant la valorisation en VA de l'offre exportatrice marocaine, notamment l'offshoring, l'automobile, l'électronique et l'aéronautique. En parallèle, il a intégré l'objectif de moderniser les industries traditionnelles du pays, à savoir l'agroalimentaire, le textile et la transformation des produits de la mer, compte tenu de leur poids en matière de création d'emplois. En termes quantitatifs, le plan Émergence visait l'accroissement annuel du PIB de 1,6 point, l'allègement du déficit commercial et la création de 440 000 postes d'emplois sur 10 ans. La segmentation des industries visées peut être évaluée par rapport au contenu technologique et l'intensité concurrentielle. Les secteurs Offshoring, Automobile et Aéronautique sont à faible intensité concurrentielle et à technologie innovante, alors que l'électronique, le textile & cuir et l'agroalimentaire sont à forte intensité concurrentielle et à technologie intermédiaire (Marzak, et al., 2014).

Le plan Émergence a été actualisé avec le Pacte National d'Émergence Industrielle 2009-2015 (PNEI), et a maintenu les priorités sectorielles orientées vers les 6 métiers mondiaux du Maroc que sont l'Automobile, l'Offshoring, l'Aéronautique et spatiale, l'Électronique, le Textile et cuir et l'Agroalimentaire. Les objectifs du PNEI sont définis sur 4 chantiers transversaux, notamment la compétitivité des PME, la formation, le climat des affaires et les plateformes industrielles intégrées. En chiffres, le PNEI visait la création de 220 000 emplois additionnels dans le secteur industriel et 50 milliards de dirhams de valeur ajoutée, en plus. Les réalisations étaient moins importantes que les prévisions, avec 75 mille emplois créés sur dix ans selon les chiffres du ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et l'Économie Numérique. Cette déficience trouve son origine dans les problèmes structurels de l'industrie nationale. Le manque de gouvernance, le déficit des RH, la problématique du foncier industriels, les problèmes sociaux, la lourdeur administrative, l'absence des effets de synergie et d'autres facteurs impliquent que le bilan du PNEI reste mitigé (CESE, 2017).

Les autorités marocaines capitaliseront sur les performances de la décennie 2005-2014 et lanceront en 2015 le Plan d'Accélération Industrielle (PAI) en préservant le socle des métiers mondiaux du Maroc et en introduisant la notion d'écosystème comme un nouveau mode de gouvernance de l'agglomération industrielle. Ce plan est défini dans une logique de continuité d'ouverture de l'économie marocaine et son orientation vers une offre exportatrice compétitive en progressant dans les chaînes de valeur mondiale. Ainsi, les autorités ont prévu l'engagement du fond industriel de développement de 20 milliards de dirhams, un foncier industriel de 1000 hectares, la création des produits financiers dédiés et le lancement de projets de formation en adéquation avec les besoins des acteurs industriels. Ce plan visait la création de 500 milles emplois dont la moitié serait issue des IDE, l'augmentation de l'apport du secteur industriel dans le PIB de 14% en 2014 à 23% au terme de la période en 2020, et la promotion de l'offre exportatrice dans le but de rééquilibrer la balance commerciale et renforcer le contenu technologique des exportations marocaines. Ce choix de l'industrialisation par spécialisation verticale (ISV) est substitué à l'industrialisation par orientation aux exportations (IOE). L'ISV désigne la situation des économies du pays en développement retrouve leur position des marchés occidentaux en combinant les stratégies commerciales des firmes multinationales et la politique industrielle pour définir les termes du choix d'industrialisation du pays (Lectard & Piveteau, 2019). Les IDE, devant permettre de mettre à niveau le contenu technologique et la structure industrielle, sont organisés dans des écosystèmes actifs, en termes des échanges intra-firmes des biens intermédiaires. Ce qui modifie les termes du débat autour des pratiques protectionnistes qui constituait l'élément de différenciation entre les politiques d'ISI et d'IOE.

Les importations et les exportations se compliquent, et définissent la gestion des entreprises chefs de file des CVM et les entreprises nationales à faible valeur ajoutée (William, et al., 2014). Les écosystèmes peuvent être formées autour d'une entreprise leader qui attire des PME locales qui lui fournissent les intrants du produit phare et par l'occasion crée un niveau d'intégration de plus en plus élevé et ce dans le but de hausser la valeur ajoutée locale.

Le PAI comprend deux autres dimensions stratégiques : il inscrit à son agenda une dynamique d'intégration africaine (Dahmani, 2022) et affiche un principe de compensation industrielle dans les grands projets d'infrastructures (Lectard & Piveteau, 2019).

Le gouvernement a précisé 10 mesures phares du plan (PAI, s.d.) :

1. La création et l'animation des écosystèmes.

2. La compensation industrielle qui a pour objectif l'optimisation de retombées socioéconomiques de la commande publique.
3. L'accompagnement du secteur informel vers le formel à travers le lancement du programme d'appui au TPE (Statut autoentrepreneur, accompagnement, financement, informatisation, simplification des procédures fiscales et couverture sociale).
4. La qualification des ressources en confiant aux entreprises locomotives le rôle de définir les profils et concevoir les formations, dans un but de former pour chaque écosystème des techniciens en nombre suffisant et la mise en place de « *career development center* » au profit des jeunes.
5. L'amélioration de la compétitivité des PME en renforçant les mécanismes de soutien et d'accompagnement portant sur l'investissement, la productivité, la qualité et l'informatisation.
6. La création du fonds d'investissement industriel public afin de consolider le tissu industriel, développer l'industrie de substitution aux importations et internationaliser le tissu productif.
7. L'assurance d'une infrastructure accessible en location.
8. L'intégration du royaume à l'international en facilitant l'accès au marché des intrants et l'attraction des IDE, et renforçant la position du pays dans la chaîne des valeurs tout en bénéficiant des accords de libre-échange et préservant l'industrie nationale contre les pratiques de concurrence déloyale.
9. L'instauration de la culture du « *Deal Making* » pour les IDE, avec des structures d'écosystème à fort effet d'entraînement et une orientation particulière pour les IDE chinois.
10. L'amplification de la vocation africaine en combinant des mesures incitant à l'accompagnement et l'assistance dans le processus d'intégration et la participation au co-développement de l'Afrique.

Au terme de l'année 2019, le PAI a permis la création de 504 954 emplois industriels selon les chiffres de la Caisse nationale de sécurité sociale CNSS et la mobilisation de 51 milliards de dirhams avec la création de 50 écosystèmes en partenariat avec 32 associations professionnelles et universités. Dans le secteur automobile, le taux d'intégration des véhicules fabriqués au Maroc a atteint 60% et les exportations industrielles ont augmenté de 7% annuellement entre 2014 et 2019 selon les chiffres de l'office de change. La part industrielle

dans le PIB reste limitée à 17,2% seulement par rapport à l'objectif de 23% ([Rapport de Bank-Al-Maghrib 2020](#)).

En 2020, l'État marocain a déclaré une extension temporelle en lançant la deuxième génération du plan d'accélération industrielle 2021-2025, dans un but de consécration des acquis réalisés dans le cadre de la première phase du plan et leur généralisation à toutes les régions, en intégrant les PME et en mettant l'industrie au cœur des transformations technologiques. ([Déclaration du chef de gouvernement devant le parlement, Décembre 2019](#)).

3. L'évaluation des politiques industrielles

L'évaluation des politiques industrielles se fait généralement en adoptant des modèles de corrélation. Ceux-ci mettent en relation, pour un secteur ou une industrie, d'un côté les mesures de soutien objet de l'intervention publique (taux de protection, subventions et avantages fiscaux), et de l'autre les facteurs de performance (croissance, productivité, taux d'emploi ou taux d'investissement), et ce, sans omettre des déterminants utilisés comme des variables de contrôle (année de mise en œuvre) ([Wang, 2021](#)).

Les exportations manufacturières constituent un facteur d'évaluation mesurable pour apprécier l'impact des politiques industrielles mises en œuvre par les autorités d'un pays. En effet, il y a lieu d'assurer la participation de chaque pays dans les échanges internationaux, tout en tirant le maximum du potentiel industriel et la position concurrentielle dans les chaînes de valeurs mondiales.

Les exportations d'un secteur industriel ou des produits manufacturiers dans leur globalité peuvent constituer un référentiel valable pour évaluer les effets d'une politique industrielle sur la position d'un pays dans son projet d'intégration régionale ou d'insertion dans une zone géographique.

Ainsi plusieurs variables peuvent constituer une base de cette évaluation. Pour la plupart des études ([FrikhaNihel, Juin, 2018](#)); on utilise des modèles régression multiple ou des modèles d'analyses longitudinale (quand une dimension temporelle est intégrée) :

$$y_{i,t} = \alpha x_{i,t} + \beta Z_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

i correspond aux secteurs et t indexe le temps, $y_{i,t}$ est la variable mesurant la performance du secteur, $x_{i,t}$ fait référence aux mesures de la politique industrielle et $Z_{i,t}$ représentent d'autres covariables.

Plusieurs auteurs ont utilisé cette méthode et leurs résultats décourageaient l'adoption d'une politique industrielle ([Harrison, 1994](#)); ([Lee, September 1996](#)); ([Beason & Weinstein,](#)

1996) ; (Lawrence & Weinstein, 2001). Ces études se sont concentrées sur les expériences japonaise, coréenne et turque. Les résultats de ces évaluations peuvent être biaisés à la suite des problèmes d'omission de facteurs explicatifs ou des difficultés de mesure. Le coefficient estimé α varie selon deux possibilités : Soit l'État oriente sa politique industrielle selon une certaine vision politique ou à des fins inappropriées en soutenant des secteurs défailants au lieu de miser sur les secteurs gagnants, soit il cible les secteurs performants. Une valeur négative de α ne peut pas nous informer sur la position actuelle de l'industrie ciblée par rapport à la situation de départ (Rodrick, 2008).

Les méthodes d'évaluation se sont développées dans une logique de perfectionnement. Les chercheurs ont adopté la méthode de randomisation. Cette expérience consiste en la comparaison de deux groupes formés aléatoirement à partir d'un échantillon d'individus : le groupe de traitement fait objet d'expérimentation (mesures adoptées au sein de la politique industrielle) et le groupe de contrôle est considéré comme un groupe de référence. Cette méthode est souvent utilisée en médecine, et on constate l'élargissement de son adoption vers les sciences sociales et les politiques publiques. Cette méthode permet de mettre en place des politiques plus efficaces (Glennester, 2012). La randomisation pose deux défaillances pour rationaliser les résultats : la première est liée au biais de sélection liée aux situations de départ des éléments de l'échantillon formant les deux groupes (de traitement et de contrôle). La deuxième correspond à un biais de conjoncture qui se manifeste par les effets des autres circonstances qui affectent les résultats et par conséquent remet en question l'effet des mesures expérimentées (Chabé-Ferret, et al., 2017).

Dans l'évaluation des politiques industrielles, les caractéristiques de départ et les évolutions économiques et institutionnelles constituent des aspects mettant en cause la validité des résultats. En parallèle, Quelques études se sont basées sur des situations contrefactuelles en utilisant la méthode d'appariement par scores de propension ou de variables instrumentales (Moffat, 2014).

D'autres études ont analysé les conséquences de certaines politiques industrielles par catégories de pays. Les mesures retenues portent sur l'impact des subventions aux exportations, la protection commerciale, les taux préférentiels de financement, les subventions en matière de R&D, l'évolution de la productivité, l'accumulation du capital et les investissements en R&D. Dans le cas du Japon, plusieurs études ont conclu à l'effet positif des politiques industrielles sur la productivité . L'étude de (Lawrence & Weinstein, 2001) s'est focalisée sur le cas japonais en évaluant plusieurs indicateurs. Ils estiment que le taux

d'imposition des sociétés avait un effet significatif sur la PGF (Productivité Globale des Facteurs) sectorielle. Le taux de protection effectif aurait un effet négatif sur la croissance et la PGF en concluant que les pressions concurrentielles et l'apprentissage potentiel de concurrents étrangers sont d'importants vecteurs de croissance, ainsi la poursuite de libéralisation du Japon et d'autres pays asiatiques pourraient entraîner des gains dynamiques futurs. Les auteurs ont conclu que les subventions directes et les prêts subventionnés n'avaient aucun impact. Ils ont élargi leurs conclusions pour des pays similaires tel que la Corée du sud et les Etats unis en estimant un effet positif des importations dans les deux pays sur la croissance.

Dans une autre étude ([Barwick, et al., 2019](#)), la politique industrielle chinoise faisait objet d'évaluation à travers le secteur de la construction navale. Si les subventions ont conduit à une augmentation significative de la part de marché mondial de la Chine et ont renforcé l'ascension et l'influence de la Chine, les auteurs estiment qu'elles sont inutiles et entraînent des distorsions substantielles du bien-être. Des simulations contrefactuelles indiquent que l'efficacité des subventions peut être considérablement améliorée lorsqu'elles sont ciblées sur des entreprises plus productives ou mises en œuvre de manière contracyclique.

Un troisième exemple concerne la Turquie, un pays émergent à fort potentiel d'évolution industrielle. Des chercheurs ont conclu l'importance cruciale de la libéralisation des échanges et de l'union douanière avec l'union européenne. De plus, ils ont estimé que le système d'incitation est devenu moins discrétionnaire et les critères d'admissibilité sont devenus assez objectifs et transparents. Ceci avait un effet positif sur l'emploi régional dans les années 2000, et sur les incitations à la R&D ([Atiyas & Bakis, 2015](#)).

L'illustration suivante concerne un secteur d'activité récent (construction des semi conducteurs) en Chine. Wang a dégagé qu'il est très difficile de tenir un lien de causalité entre les mesures de la politique industrielle et les revenus du capital humain représenté par le revenu annuel moyen de l'emploi par province ([Wang, 2021](#)).

Un autre exemple illustre l'effet des mesures des politiques industrielles sur la compétitivité du secteur manufacturier tunisien. Une étude sur 13 secteurs manufacturiers tunisiens sur la période 1995-2016 a montré un effet positif des dépenses en R&D et l'éducation tertiaire sur les exportations du pays ([FrikhaNihel, Juin, 2018](#)). Pour le même pays, la résilience de la compétitivité des entreprises dépend positivement de l'innovation, la planification stratégique, et l'adoption d'une gestion proactive ([Nouri & Boujelbene, 2022](#)).

Tableau 1 : Synthèse de 13 études empiriques sur l'évaluation des politiques industrielles entre 2014 et 2022.

Articles	Auteurs	Revues	Conclusions
Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development; Chap 5: Industrial Policy in the Era of Vertically Specialized Industrialization (pp.151-178)	William Milberg, Xiao Jiang and Gary Gereffi	United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and International Labor Organization (ILO) 2014	Dans un monde dominé par les chaînes de valeur, les exportations et les importations sont enchevêtrées et l'objectif des politiques industrielles devrait être dans un sens de gérer les chaînes de valeur. Le défi n'est plus la protection ou la libéralisation du commerce, il s'agit plutôt de gérer la relation entre les entreprises dominantes étrangères et les entreprises nationales à faible valeur ajoutée dans le but de moderniser l'industrie et de capter davantage de valeur ajoutée dans la chaîne de valeur. (Milberg, et al., 2014)
Industrial policy and competition	Philippe Aghion, Jing Cai, Mathias Dewatripont, Luosha Du, Ann Harrison, and Patrick Legros	American Economic Journal : Macroeconomics 2015,	En utilisant la base de données des moyennes et grandes entreprises chinoises entre 1998-2007, l'intervention publique à travers les subventions ou les exonérations fiscales alloués aux secteurs compétitifs ou en cours de conquête de compétitivité (jeunes secteurs ou naissants) ont un effet positif et significatif sur la productivité ou la croissance de la productivité. La politique industrielle est plus performante pour les secteurs ayant déjà un certain niveau de compétitivité. (Aghion, et al., 2015)
Industrial policy and downstream export performance	Bruce A. Blonigen	The Economic Journal ; 2016	L'auteur a conclu que les politiques industrielles en matière de sidérurgie ont un effet statique et économique sur la compétitivité à l'exportation des industries en amont. Les pratiques les plus nuisibles sont les subventions à l'exportation et la propriété publique. Le degré d'influence varie selon la catégorie des pays, vu que les pays développés et asiatiques orientent leurs politiques sidérurgiques vers les industries utilisant l'acier, alors que les pays moins avancés se concentrent sur le secteur. (Blonigen, 2016)
Structural change and industrial policy: A case study of Ethiopia's leather sector	Mickael Mbate	Journal of African trade, 2017	L'étude a confirmé la nécessité d'une politique industrielle définissant les objectifs et faisant objet d'évaluation continu pour chaque secteur industriel. Le gouvernement doit multiplier ses interventions avec des exonérations fiscales et des investissements en infrastructures tout en promouvant le

			capital humain. (Mbate, 2017)
Import substitution industrialization and economic growth-evidence from the group of BRICS countries	Aregbeshola R. Adewale	Futur Business Journal (3) 2017	L'article met en évidence la relation entre l'industrialisation par substitution aux importations et la croissance économique aux pays de BRICS. Les résultats ont montré une relation bidirectionnelle entre la croissance économique et les variables mesurables de la politique d'industrialisation ISI. (Adewale, 2017)
Determinants of Export Performance in East Africa Countries	Özgür Uysal, Abdulakadir Said Mohamoud	Chinese Business Review, Apr. 2018,	L'étude cherche à évaluer les facteurs influents les exportations des pays de l'Afrique de l'Est sur la période 1990-2014. Les résultats ont prouvé un impact positif de la force de travail, l'industrialisation, les IDE et le taux de change sur la valeur des exportations Est-Africaines. (Uysal & Mohamoud, 2018)
Does export promotion policy benefit for ASEAN economic development?	Dwi Budi Santosa	International Journal of Trade and Global Markets; 2018	Cette étude suggère que le développement du secteur agricole n'est plus désigné comme un fournisseur de matières premières pour le développement industriel de l'ASEAN, mais vise plutôt à améliorer la sécurité alimentaire dans chaque pays de l'ASEAN. Par conséquent, la politique de promotion des exportations devrait accélérer l'émergence de nouvelles industries à forte compétitivité, en améliorant l'efficacité, l'innovation et la productivité. En revanche, si l'agro-industrie est le type d'industrie dominant, la substitution des importations devient une politique appropriée pour accélérer la croissance économique. (Santosa, 2018)
Performance à l'export et productivité des industries manufacturières marocaines	Abdelouahab Maarouf et Mouad Moudafi	Ouverture, productivité et croissance économique au Maroc. Laboratoire d'Économie Appliquée & Policy Center for the New South.2019	L'étude a confirmé que les sociétés qui optent pour l'activité exportatrice sont les susceptibles d'augmenter leur productivité par l'effet d'apprentissage. (Labar & El Marhoun, 2020)

<p>The export additionality for innovation policy</p>	<p>Mark Freel, Rebecca Liu, and Christian Rammer</p>	<p>Industrial and Corporate Change, 2019</p>	<p>Cette recherche explore l'additionnalité des exportations de la politique d'innovation. La préoccupation était de savoir dans quelle mesure les innovations induites par les interventions politiques conduisaient à de nouveaux comportements d'exportation dans notre échantillon de PME allemandes. La conclusion simple est oui ; l'innovation induite conduit à de nouveaux comportements d'exportation ; tout en constatant une variation de l'impact selon la source de la politique et selon le type d'innovation induite. (Freel, et al., 2019)</p>
<p>Effet d'apprentissage par l'exportation et performance : cas des entreprises exportatrices marocaines</p>	<p>Khadija El Issaoui; Fouad Mekhalef</p>	<p>Revue Marocaine de Commerce et de Gestion, 2021</p>	<p>L'étude a testé le lien entre la performance à l'exportation et plusieurs facteurs pour 30 entreprises marocaines au cours 2017. Les résultats ont confirmé l'impact positif du facteur de l'apprentissage par l'exportation « effet apprentissage » et la forte productivité préalable « effet d'auto-sélection » (El Issaoui & Mekhalef, 2021)</p>
<p>L'impact de l'innovation sur l'exportation : Etude empirique du cas du secteur de l'agroalimentaire au Maroc.</p>	<p>Dahani Zouheir, Dehhaoui, M et Bousselhami, A.</p>	<p>Alternatives Managériales et Economiques ; Janvier 2021</p>	<p>Le modèle adopté a prouvé que l'exportation du secteur agroalimentaire dépend de l'innovation, de la production agricole nationale, de la richesse créée par les pays importateurs et de la distance. (Dahani, et al., 2021)</p>
<p>ICT Diffusion, Industrialisation and Economic Growth. Nexus : an International Cross-country Analysis</p>	<p>Charles Shaaba Saba, Nicholas Ngepah</p>	<p>Journal of the Knowledge Economy, Avril 2021</p>	<p>L'étude concerne un panel de 171 pays réparti en 4 groupes selon le niveau du revenu adopté par la banque mondiale (revenu faible ; revenu intermédiaire tranche inférieure ; revenu intermédiaire tranche supérieure et revenu élevé), et couvrant la période 2000-2018. Les principales conclusions rapportent un effet positif bidirectionnel entre la diffusion des TIC et l'industrialisation, la diffusion des TIC et la croissance économique et l'industrialisation et la croissance économique. La présence de lien d'interdépendance précédente implique que les variables sont interdépendantes les unes des autres dans l'ensemble de l'échantillon et dans les quatre groupes de revenu. (Saba & Ngepah, 2021)</p>

<p>Contribution de la transformation digitale à la diversification des exportations : Cas de Malaisie</p>	<p>Nassim Kaddari, Karima Touati</p>	<p>Dirassat Journal Economic Issue ; 2022</p>	<p>L'article montre que la transformation digitale à travers les divers mesures prises par le gouvernement malaisien contribue positivement à la promotion des exportations. Les pays en développement peuvent utiliser les technologies digitales non seulement pour rapprocher les personnes et les régions, mais aussi pour promouvoir la collaboration et accéder aux chaînes de valeur mondiales. Les technologies numériques permettent aux individus et aux entreprises de bénéficier de la nouvelle économie en participant aux marchés mondiaux et en acquérant des connaissances, des informations et des technologies. L'intégration dans l'économie mondiale permet aux pays en développement d'accélérer le processus de transformation économique et d'accélérer le processus de participation à l'économie numérique. (Keddari & Touati, 2022)</p>
---	--------------------------------------	---	---

Source : Auteurs

Conclusion

Cet article aborde la manière avec laquelle la littérature a traité la problématique de l'évaluation des politiques industrielles. Il passe en revue les expériences de plusieurs pays en développement en la matière.

La politique industrielle par ses diverses formes et ses multiples mesures met en relation l'impact d'une pluralité de facteurs sur les performances à l'export de produits manufacturés. Ainsi, dans sa logique de conception, toute politique industrielle vise la soutenabilité et la résilience de la croissance économique et la compétitivité du pays.

La littérature économique dressait un ensemble de variables qui expliquent la performance d'un choix de politique industrielle, ou bien une interaction bidimensionnel entre les facteurs explicatifs et la variable à expliquer. Cette variété trouve source dans la logique et le motif déclencheur de l'adoption de telles politiques, ainsi que l'objectif visé par les autorités publiques au moment du lancement. La variété des mesures des politiques industrielles telles que la subvention aux exportations, l'ISI, l'IOE et l'ISV alimentent la base des variables d'évaluation.

La performance d'une politique industrielle peut être liée à l'évolution quantitative et qualitative des exportations du pays. De même, le positionnement dans les CVM pour un

secteur ou une branche industrielle constitue un référentiel additionnel en matière de l'évaluation. La littérature a élargi les interprétations de performance à l'innovation, la productivité et l'apprentissage par l'export. Ce sont des variables impératives pour interpréter les diverses dimensions en relation avec la politique industrielle tant qu'un choix public multidimensionnel.

Notre travail a également des implications scientifiques certaines. En effet, Les résultats de cette étude ouvrent le débat sur l'évaluation des nouvelles générations de politiques industrielles, dans le contexte marqué par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et le retour des pratiques protectionnistes, la persistance de la vague inflationniste, et l'instabilité géopolitique consécutive à la guerre russo-ukrainienne. En outre, les chercheurs en économie de développement et en commerce international sont devant de nouveaux aléas qu'il faut intégrer dans les perspectives des politiques industrielles post Covid-19.

BIBLIOGRAPHIE :

- Adams, F., & Klein, L. R. (1985). *Industrial policies for growth and competitiveness: an economic perspective*. Lexington, Massachusetts: Lexingtonbooks.
- Adewale, A. R. (2017). Import substitution industrialisation and economic growth – Evidence from the group of BRICS countries. *Future Business Journal*, 3(2), 138-158.
- Aghion, P., Cai, J., Dewatripont, M., Harrison, A., Luosha, D., & Legros, P. (2015). Industrial Policy and Competition. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 7(4), 1-32.
- AKESBI, N. (1985). PROGRAMMES «D'AJUSTEMENT STRUCTUREL» DU FMI. *Afrique et Développement*, 10(1/2), 101-121.
- Atiyas, İ., & Bakis, O. (2015). Structural Change and Industrial Policy in Turkey,. *Emerging Markets Finance and Trade*, 15(6), 1209-1229.
- Bagwel, K., & Staier, R. (1989). The role of export subsidies when product quality is unknown. *Journal of International Economics*, 27(1), 69-89.
- Barwick, P. J., Kalouptsidi, M., & Bin Zahur, N. (2019). China's Industrial Policy: An Empirical Evaluation. *NBER WORKING PAPER SERIES(26075)*, 1-69.
- Beason, R., & Weinstein, D. E. (1996). Growth, Economies of Scale, and Targeting in Japan (1955–1990). *Review of Economics and Statistics*, 78(2), 286-295.
- Belghazi, S. (1996). l'expérience de privatisation au Maroc. *Centre National de Documentation au Maroc*. Récupéré sur <http://www.cedroma.usj.edu.lb/pdf/priva/Belgha.pdf>
- BenAbdessalam, A. (2015). POLITIQUE INDUSTRIELLE, POLITIQUE DE COMPÉTITIVITÉ: Vers une stratégie européenne de site productif. Ecole doctorale Entreprise, Economie et Société; Sciences Economiques, Bourdeau.
- Bidet-Mayer, T. (2016). *L'industrie du futur : une compétition mondiale* (éd. 2016). Paris: Presses de Mines.
- Blonigen, B. A. (2016). INDUSTRIAL POLICY AND DOWNSTREAM EXPORT Performance. *The Economic Journal*, 126, 1635-1659.
- Bolesta, A. (2014). The East Asian industrial policy: a critical analysis of the developmental state. *Studia z Polityki Publicznej / Public Policy Studies, Warsaw School of Economics*, vol. 1(2), pages 1-23.
- CESE, C. E. (2017). *Changement du paradigme pour une industrie dynamique au service d'un développement soutenu, durable et inclusif*. la commission de affaires économiques et des affaires stratégiques. CESE.
- Chabé-Ferret, S., Dupont-Courtade, L., & Treich, N. (2017). Evaluation des Politiques Publiques: Expérimentation Randomisée et Méthodes Quasi-expérimentales. *Economie & Prévision*, 2(211-212), 1-34.

- Chen, J., Sousa, C. M., & Xinming, H. (2016). 'The determinants of export performance : a review of the literature 2006-2014. *International marketing review*, 5(33), 626-670.
- Dahani, Z., Dehhaoui, M., & Bousselhami, A. (2021). L'impact de l'innovation sur l'exportation : Etude empirique du cas du secteur de l'agroalimentaire au Maroc. *Revue AME*, 3(1), 498-518.
- Dahmani, M. (2022). Les investissements Sortants du Maroc vers la Zone de Libre Echange Continentale Africaine. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3, 6.
- El Issaoui, K., & Mekhalef, F. (2021). Effet d'apprentissage par l'exportation et performance : cas des entreprises exportatrices marocaines. *RMCGE*(11).
- El Oufi, N. (1990). *la Marocanisation*. Casablanca: Edition Toubkal.
- Freel, M., Rebecca, L., & Christian, R. (2019). The export additionality of innovation policy. *Industrial and Corporate Change*, 1(21).
- FrikhaNihel, B. (Juin, 2018). Politique industrielle et compétitivité du secteur manufacturier Tunisien;. *14ème ForumdesEconomistesHammamet21-23juin2018*. 14ème Forum des Economistes Hammamet-Controverses et Enjeux de l'Evaluation des Politiques Publiques: Sfax; Tunisie.
- Glennerster, R. (2012). The power of evidence: Improving the effectiveness of government by investing in more rigorous evaluation. *National Institute Economic Review*, 219(1), R4-R14.
- Grossman, G. M., & Horn, H. (1989). Infant-Industry Protection Reconsidered: The Case of Informational Barriers to Entry. *The Quarterly Journal of Economics*, 103(4), 767-787.
- Harrison, A. E. (1994). An Empirical Test of the Infant Industry Argument: Comment. *The American Economic Review*, 84(4), 1090-1095.
- Keddari, N., & Touati, K. (2022). Contribution de la transformation digitale à la diversification des exportations : Cas de Malaisie. *Dirassat Journal Economic Issue*, 13(2), 143-156.
- Labar, S., & El Marhoum, A. (2020). PERFORMANCES EXTÉRIEURES DU MAROC : ETUDE DES FACTEURS DE LA COMPÉTITIVITÉ DES EXPORTATIONS MAROCAINES. *REMSES*, 5(3), 174-195.
- Lavole, D. (1984). Two Varieties of Industrial Policy: A Critique. *Cato Institute*.
- Lawrence, R. Z., & Weinstein, D. E. (2001). Trade and Growth: Import-Led or Export-Led? Evidence From Japan and Korea. Dans D. W. Press. (Éd.), *Rethinking the East Asian Miracle; Joseph Stiglitz & Yusuf Shahid* (pp. 379-408).
- Lawrence, R., & Weinstein, D. (2001). Trade and growth: import-led or export-led? Evidence from Japan And Korea. Dans Y. S. Stiglitz JE, *Rethinking the East Asian Miracle*. (pp. 379-408). World Bank Publication.

- Lectard, P., & Piveteau, A. (2019). Sortir de l'impasse exportatrice. Les enseignements de l'analyse du profil des exportations marocaines. Dans *Economie Critique* (Éd.), *Made in Maroc-Made in Monde. Industrialisation et développement* (pp. 175-204).
- Lee, J.-W. (September 1996). Government Interventions and Economic Growth. *Journal of Economic Growth*, 1, 391-414.
- Marzak, M., Azzedine, G., & Adil, D. (2014). *Industrialisation et Compétitivité Globale du Maroc*. Institut Royal des Etudes Stratégiques-IRES.
- Mayer, W. (1984). The Infant-Export Industry Argument. *The Canadian Journal of Economics / Revue canadienne d'Economique*, 17(2), 249-269.
- Mbate, M. (2017). Structural change and industrial policy: A case study of Ethiopia's leather sector,. *Journal of African Trade*.
- Milberg, W., Jiang, X., & Gereffi, G. (2014). Industrial Policy in the era of vertically specialized industrialisation. Dans I. N.-W. Jose M. Salazar-Xirinachs (Éd.), *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development* (pp. 151-178). United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and International Labor Organization (ILO).
- Ministère de l'Economie et des Finances, D. d. (Octobre 1995). *Bilan du Programme d'Ajustement Structurel*.
- ministère de l'Economie Nationale Nationale, D. l. (1958). *Plan Biennal d'équipement 1958-1959*. Consulté le 11 18, 2021, sur https://www.hcp.ma/Bookcases-des-Plan-de-developpement-economique-et-social_a2125.html
- Moffat, J. (2014). Regional selective assistance in Scotland: Does it make a difference to plant productivity. *Urban Studies*.
- Nouri, M. S., & Boujelbene, Y. (2022). Facteurs de compétitivité des entreprises industrielles tunisiennes: Modélisation structurelle interprétative. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3(8), 269 – 295.
- PAI, M. (s.d.). <https://www.mcinet.gov.ma/>.
- Pinder, J. (1982). *Causes and kinds of industrial policy, National Industrial Strategies and the World Economy* (éd. 1982). London: Routledge.
- Piveteau, A., Askour, K., & Touzani, H. (2013). *Les trajectoires d'industrialisation au Maroc : une perspective historique*. Académie Hassan II des Sciences et Techniques et Université Mohammed V-Agdal/ Laboratoire Economie des Institutions et Développement, Programme de recherche Made in Morocco : industrialisation et développement.
- Reich, B. (1982). Making industrial policy. *Foreign Affairs*(60 (4)), 852-881.
- Rodrick, D. (2008). Normalizing industrial policy,. *Commission on Growth and Development, Working Paper Of World Bank*(3).

- Saba, C. S., & Ngepah, N. (2021). ICT Diffusion, Industrialisation and Economic Growth. Nexus : an International Cross-country Analysis. *Journal of the Knowledge Economy*, 13, 2030-2069.
- Santosa, D. (2018). Does export promotion policy benefit for ASEAN economic development? *Int. J. Trade and Global Markets*, 11(1/2), 3-11.
- Secretariat d'Etat au plan, a. d. (1973). *Plan de développement économique et social 1973-1977*. Récupéré sur https://www.hcp.ma/Bookcases-des-Plan-de-developpement-economique-et-social_a2125.html
- Stiglitz, E. (2017). *Industrial Policy, Learning, and Development; The Practice of Industrial Policy Government—Business Coordination in Africa and East Asia* (éd. 2017). Oxford: Oxford University Press.
- Stiglitz, J. (1989). Markets, market failures, and development. *The American Economic Review*, 197-203.
- Uysal, Ö., & Mohamoud, A. S. (2018). Determinants of Export Performance in East Africa Countries. *Chinese Business Review*, 17(4), 168-178.
- Wang, G. (2021). China's Semiconductor Industrial Policy and Income: A Case Study at the Provincial Level. *Michigan Ross Senior Thesis Seminar, BA480*, 1-62.
- William, M., Xiao, J., & Gary, G. (2014). Industrial policy in the era of vertically specialized industrialization. Dans I. N.-W. Jose M. Salazar-Xirinachs (Éd.), *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development* (pp. 151-178). Geneva: International Labour Office.